

VIE NORMALE



Zeev Chever, connu sous le pseudonyme de «Zambich». Depuis plus de 20 ans, il dirige toute la construction en Judée, en Samarie et à Gush Katif. Il a participé à l'établissement en toute légalité de plus de 300.000 Juifs dans ces régions. (Photo: Bethsabée Süssmann)

Par Roland S. Süssmann

L'une des phrases clés du discours historique prononcé par le Premier ministre d'Israël M. Benjamin Netanyahu le dimanche 14 juin 2009 dans l'Aula de l'Université de Bar Ilan était: «Il est une nécessité absolue de permettre aux habitants de Judée et de Samarie de vivre une vie normale, aux mères et aux pères d'élever leurs enfants comme partout ailleurs. Les habitants de ces localités ne sont ni les ennemis du peuple, ni ceux de la paix. Ils sont,

au contraire, partie intégrante de notre population, ce sont des gens qui défendent leurs idéaux, des pionniers et des sionistes.» En clair, cela signifie que la présence juive sur ces terres est non seulement totalement légale, mais doit être soutenue et développée.

Afin de nous permettre de comprendre quelles sont les implications directes de cette déclaration de principes fondamentale et comment la réalité se présente sur le terrain, nous avons demandé



Malgré les pressions américaines, la construction d'habitations juives en Judée et en Samarie se poursuit.

une entrevue à l'un des plus importants dirigeants du mouvement de peuplement de la Judée, de la Samarie et de Gaza, ZEEV CHEVER, connu en Israël sous le pseudonyme de «Zambich». Depuis plus de 20 ans, c'est lui qui organise et supervise tout le programme de constructions des habitations en Judée, en Samarie et à Goush Katif. Il a ainsi participé directement et en toute légalité à l'installation de plus de 300.000 Juifs à travers l'ensemble de ces régions. Ces opérations se font dans le cadre d'une société du nom de Amana, dont l'activité réside dans le développement des habitations et des infrastructures de Judée et de Samarie.

«Zambich» fait partie de ce type d'hommes qui préfère l'action à la parole. Il n'a pas d'activité politique, il construit et développe des agglomérations juives, bref il édifie des faits sur le terrain. Discret et efficace, il ne donne jamais d'interviews car il travaille d'arrache-pied à sa mission, celle de peupler le plus rapidement possible les terres d'Israël. L'expérience traumatisante de la destruction de Goush Katif lui a confirmé ce qu'il savait déjà: les faits qu'il établit sur le terrain ne peuvent être inversés que par l'application d'une politique israélienne de faiblesse. Il est donc contraint de multiplier rapidement le nombre d'habitations juives partout en Judée et en Samarie, en attendant de pouvoir reconstruire Goush Katif. Il sait qu'il est talonné de près par un processus politique destructeur mû par l'illusion que l'abandon de terres d'Israël aux Arabes permettra l'instauration d'une paix négociée et éternelle.

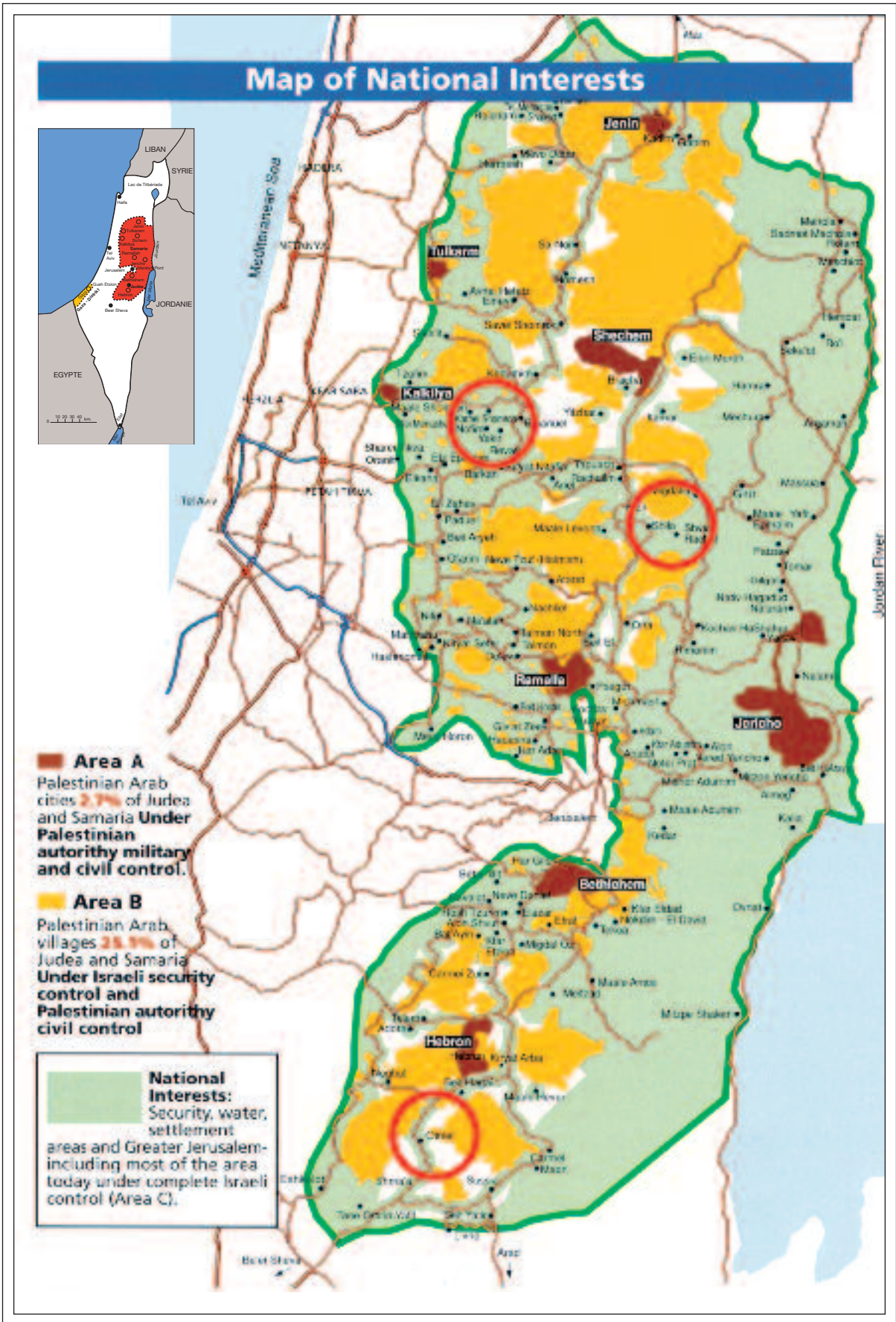
Pouvez-vous en quelques mots nous retracer l'histoire récente du peuplement de ces zones d'Israël?

Au cours de la première décennie qui a suivi la

Guerre des Six-Jours, seuls 4.000 Juifs israéliens se sont établis en Judée, en Samarie et à Gaza. Ce n'est qu'en 1977, avec l'arrivée au pouvoir de Menachem Begin, que le mouvement a véritablement pris son élan. Entre 1977 et 1992, nous avons réussi à installer un peu plus de 100.000 Juifs sur ces terres ancestrales. En 1992, le Parti travailliste est arrivé au pouvoir et dès ce moment-là, toute aide gouvernementale a pour ainsi dire cessé. Je dois dire qu'au cours des dix-sept années de gouvernement Likoud, toute l'infrastructure de construction (routes, eau, électricité, etc.) avait été mise en place. Mais dès 1992, nous avons dû commencer à travailler dans l'adversité la plus totale, tout était mis en œuvre pour nous bloquer. Afin d'illustrer mes propos, je rappellerai ici que même les maisons terminées et payées par les acheteurs n'étaient simplement pas reliées à l'eau, à l'électricité et aux autres services municipaux, empêchant ainsi le développement du peuplement juif. Malgré tout, depuis 1992, nous avons réussi à faire passer la population juive de Judée et de Samarie de 100.000 Juifs israéliens à un peu plus de 300.000 (sans compter Jérusalem-Est). Cela signifie que la croissance constante et permanente se situe entre 5.5 % et 6 % par an.

Malgré tout, durant les dix-sept dernières années, il y a eu une législature de Benjamin Netanyahu au cours de laquelle votre tâche aurait dû être facilitée. Qu'en était-il en réalité?

Il faut comprendre que dans la planification de la construction, rien ne se fait à court terme. Ce que nous organisons aujourd'hui sera réalisé sur le terrain dans les trois, cinq ou même sept ans. Ceci peut d'ailleurs mener à des situations étonnantes. Le gouvernement Rabin a décidé en juillet 1992





*Bien qu'aucune nouvelle agglomération ne soit programmée, les villages existants se développent.
Vue d'Éli.*

de cesser toute activité de construction dans nos régions, mais la meilleure année de croissance de la population juive a été 1994, elle a augmenté de pratiquement 12 %, et ce en pleine euphorie illusoire d'Oslo ! Il s'agissait simplement de la réalisation des programmes de peuplement mis en place par Ariel Sharon en 1991-92. Il n'y a donc pas de conséquences directes qui découlent des décisions gouvernementales de construction ou d'interruption. C'est ainsi qu'aujourd'hui, à Maalé Adoumim, on bâtit des maisons planifiées en 2005 et qu'à Goush Etzion, des logements pour lesquels le permis de construire a été délivré en 2001. Pour répondre à votre question sur la législation de Benjamin Netanyahu, dans l'ensemble les choses étaient un peu facilitées, mais nous subissons encore les effets des interdictions de la législation Rabin.

Comment se présente la situation aujourd'hui ?

Tout d'abord, je voudrais rendre un hommage au courage des hommes et des femmes qui vivent dans nos régions. Malgré le terrorisme et les dangers quotidiens auxquels ils sont confrontés, ils n'ont pas quitté les lieux, bien au contraire. En

effet, ils ont tout mis en œuvre afin d'établir un environnement de vie aussi normal que possible et ont agrandi leurs familles.

Cela étant dit, nous pourrions facilement nous développer trois à quatre fois plus vite, car de nombreux jeunes couples issus de nos régions et en provenance de tous les coins d'Israël souhaitent venir s'installer en Judée et en Samarie et ce pour de nombreuses raisons : rapprochement des familles, qualité de vie, coût du logement, idéologie religieuse et/ou sioniste, etc. Malheureusement, le gouvernement nous bloque sérieusement depuis de nombreuses années déjà. Toutefois, nous avons toujours eu la chance d'avoir dans l'un ou l'autre des derniers gouvernements une personne plus ouverte à nos problèmes et qui nous a permis de continuer à nous développer, bien que très lentement. Malgré tout, nous étions dans une situation très difficile et devions trouver des moyens pour continuer notre action. Nous avons construit des caravanes, obtenu des crédits à la construction afin que les habitants agrandissent leurs logements en y collant une caravane ou en rajoutant un étage, etc. Nous avons ainsi permis aux résidents de répondre aux besoins immédiats créés par l'agrandissement naturel des familles et



Ariel (vue aérienne) se trouve pratiquement au milieu d'Israël. Située à 40km de Tel-Aviv, à 40km de la Vallée du Jourdain, à 40km de Jérusalem et à 40km de Jenin, Ariel a souffert du blocage de la construction depuis l'ère Rabin et ne compte que 17.000 habitants, contrairement aux 40.000 prévus.

surtout à garder les jeunes couples. En agissant de la sorte, nous avons réussi à sauver les anciennes agglomérations et à développer les plus petites. Ceci nous a également permis de maintenir notre taux moyen de l'essor de notre population entre 5 % et 6 % par an.

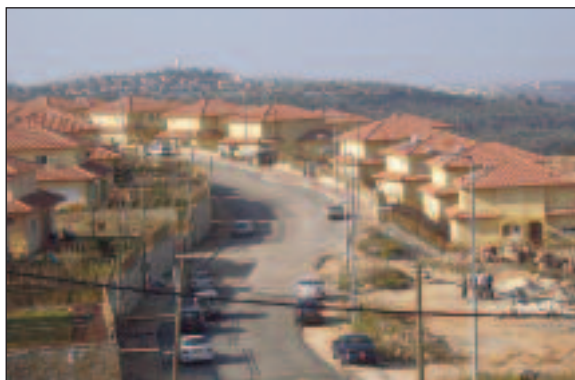
Cela dit, nous sommes aujourd'hui dans une situation extrêmement difficile. En effet, bien avant les pressions venues de Washington, l'administration Olmert a tout fait pour empêcher que nous nous développions. Dans des villes qui existent depuis plus de vingt ans, comme par exemple Karneï Shomron (voir article), aucun permis de construire n'a été délivré depuis pratiquement six ans. En d'autres termes, tout est mis en œuvre afin de dessécher et d'étouffer le développement du peuplement juif de la Judée et de la Samarie. Malgré tout, nous avons réussi à y installer une vingtaine de caravanes supplémentaires, ce qui est bien peu. Il faut bien se rendre compte que si cet état de choses continue et s'intensifie, nous arriverons d'ici deux ou trois ans à une situation de blocage, ce que nous devons éviter à tout prix.

L'expérience et l'histoire ont prouvé que vous n'êtes pas du genre à vous laisser bloquer. Pra-

tiquement, que comptez-vous faire pour continuer à donner un essor important au peuplement des terres juives de Judée et de Samarie ?

J'ai lu dans le journal que le camp nationaliste a gagné les élections. Il est possible que ceci soit vrai sur le papier. Toutefois pour l'instant, la politique n'a pas changé et nous sommes toujours confrontés aux mêmes obstacles et les permis de construire, même au goutte à goutte, se font attendre.

Pour nous, il est évident que cette situation ne peut pas durer et que nous devons tout faire pour reprendre la construction et ce à grande échelle. Nous sommes aujourd'hui face à un gouvernement et à une Knesset plus nationalistes et qui comprennent mieux quels sont les besoins sur le terrain. Nous multiplions les rencontres avec les politiciens afin de faire avancer notre cause. Bien que nous soyons très conscients qu'il s'agisse là d'un processus lent, nous sommes malgré tout pressés par le temps. Sur le plan pratique, nous n'avons pas interrompu la construction, il y a de nombreux projets en cours de réalisation basés sur d'anciens permis de construire. Ils sont nettement insuffisants et ne répondent de loin pas à la



«Il est une nécessité absolue de permettre aux résidents de Judée et de Samarie de vivre une vie normale, aux mères et aux pères d'élever leurs enfants comme partout ailleurs. Ces habitants ne sont ni les ennemis du peuple ni les ennemis de la paix.» (Benjamin Netanyahu, le 14 juin 2009)

grande demande à laquelle nous devons faire face. J'ai de bonnes raisons d'espérer que le gouvernement actuel débloquera un certain nombre de permis et ne donnera pas satisfaction à l'ensemble des exigences de M. Obama, mais je ne pense pas non plus que nous aurons une liberté d'action totale.

Admettons que le gouvernement actuel continue d'agir comme sous l'administration Olmert et que la construction soit en fait gelée. Que ferez-vous ?

Comme je vous l'ai dit, nous mettrons tout en œuvre afin d'éviter d'en arriver là. Mais je vous répondrai en tant que Juif israélien. Je me souviens qu'après la Guerre des Six-Jours, les Britanniques se sont fâchés parce que nous n'étions pas disposés à céder à certaines de leurs pressions politiques. Pour nous punir, ils avaient refusé de nous livrer les tanks Chieftain. Qu'avons-nous fait ? Nous avons développé et construit le Merkava qui est aujourd'hui l'un des tanks les plus performants au monde. Par conséquent, si l'on est décidé, entreprenant et suffisamment inventif, les projets qui nous tiennent à cœur pourront être réalisés. Si la situation devient intenable et que tout nous est interdit, nous trouverons les moyens légaux pour réussir. Il est bien connu que lorsque l'on tente de bloquer le cours d'un fleuve, celui-ci fait son lit ailleurs, l'eau continue à couler, simplement sur une voie détournée. Je rappellerai ici que nous avons environ 12.000 naissances par an. Est-il vraiment envisageable de dire aux parents : «le fait que vous ayez des enfants relève de votre responsabilité, mais nous ne pouvons pas vous autoriser à les loger» ? Une vieille règle veut que «lorsque tout est interdit – tout est autorisé». Mais nous n'en sommes absolument pas là, bien au contraire,

et tout indique que nous allons trouver des solutions viables et acceptables en coopération directe, efficace et heureuse avec le gouvernement.

Vous parlez de solutions, d'autorisations et de légalité. Mais en fait, n'avez-vous pas construit toutes vos agglomérations sur des terres que vous avez volées aux Arabes ?

Absolument pas. La question des terrains en Judée et en Samarie est très clairement réglementée : 40 % sont enregistrés auprès des cadastres de l'État d'Israël, il s'agit des terres dont les propriétaires sont connus et dont les contours sont clairement délimités. Quant aux autres 60 %, leur état est décrit dans les cadastres qui datent de l'époque des diverses occupations ottomane, britannique et jordanienne. Pour ces terres, la loi est très précise : tout terrain dont le propriétaire n'est pas clairement identifiable, est considéré comme appartenant à l'État. Nous ne construisons que sur des terres gouvernementales. Nous n'avons rien bâti sur des terres arabes expropriées ou confisquées de force. D'ailleurs, je ne pense pas qu'une telle chose existe dans nos régions. Pour nous, il est totalement exclu d'imaginer que l'un d'entre nous puisse fonder une agglomération, un village ou une maison sur des terres appartenant à quelqu'un d'autre. Cela dit, il faut savoir que les Arabes qui nous vendent des terrains sont condamnés à mort par les tribunaux de l'Autorité palestinienne et pendus en public. C'est pourquoi même si une vente est enregistrée dans sa totalité sur vidéo, à savoir aussi bien la transaction que l'encaissement en liquide par le vendeur arabe, celui-ci niera toujours son implication dans la vente. Il dira que nous l'avons battu ou menacé



L'une des collines qui domine Shilo surplombe toute la Vallée du Jourdain, de la mer Morte au sud jusqu'aux hauteurs du Golan au nord. (Photo: Bethsabée Süssmann)

des pires représailles contre lui ou sa famille afin de forcer la vente. Ce qui n'est évidemment pas vrai.

Pensez-vous qu'une opération d'expulsion des Juifs israéliens de la Judée et de la Samarie, telle qu'elle s'est déroulée à Gaza, soit possible ?

Je ne pense pas qu'il s'agisse là d'une option raisonnablement envisageable. Ceci ne correspond pas à notre Premier ministre, à son histoire, à sa personnalité, à sa façon de concevoir l'avenir des populations qui vivent dans ces régions. Je ne pense donc pas qu'il souhaite ce type d'expulsion et de plus, il ne dispose pas d'une coalition qui lui permettrait de la réaliser. A cela s'ajoute le fait que la population d'Israël qui a vu les résultats de notre fuite de Gush Katif, n'accepterait pas qu'une telle catastrophe se répète. Cela étant dit, après les agissements d'Ariel Sharon dans ce domaine, rien n'est exclu. Malgré tout, les faits sur le terrain, c'est-à-dire le nombre de constructions existantes et l'importance de la population, jouent un rôle décisif quant à l'avenir et aux décisions politiques qui sont prises. N'oublions pas qu'à Gush Katif, il y avait environ 80.000 personnes

alors qu'en Judée-Samarie, nous sommes plus de 300.000 installés dans plus de 70.000 unités de logements.

Dans ces conditions, pensez-vous qu'un investissement dans l'immobilier en Judée et en Samarie soit effectivement sans risque ?

Il est important de souligner que toute personne qui avait construit à Gush Katif de manière légale et autorisée a récupéré sa mise. Il n'y a évidemment pas eu de bénéfices et les fonds n'ont été versés qu'après de multiples démarches administratives, mais en définitive, les ayants-droit expulsés ont touché leur dû, soit le montant de leur investissement initial. Toute personne qui souhaite investir dans les projets dont nous avons la responsabilité, c'est-à-dire de façon légale et avec toutes les autorisations requises, peut le faire en toute tranquillité. Il peut même envisager que son investissement s'avère rentable. Je vous ai parlé des remboursements qui ont été faits concernant Gush Katif, mais cela a été aussi le cas après l'expulsion de Yamit. D'ailleurs, aujourd'hui, les banques continuent à accorder des prêts hypothécaires pour la construction dans nos régions.



Vue aérienne de Kyriat Arba.

Les personnes désirant s'installer en Judée-Samarie doivent-elles répondre à un certain nombre de critères sur le plan religieux ou idéologique ?

Dans les agglomérations citadines, comme par exemple Maalé Adoumim, Ariel et d'autres encore, le choix des habitants est le même qu'à Tel-Aviv ou Haïfa. Les gens peuvent s'établir là où ils trouvent un appartement qui leur convient. Dans des villages plus petits, où la population vit de manière très unie, souvent constituée d'un groupe d'individus qui se connaissaient avant de venir, il est possible qu'un certain nombre de critères soient requis non seulement pour venir s'y installer, mais aussi pour pouvoir y vivre et s'y intégrer. Mais dès que ces localités deviennent plus conséquentes et que des quartiers se forment, cette question perd progressivement de son importance.

Les terres juives de Judée et de Samarie constituent un territoire d'environ 5'500 km². Y a-t-il un lieu qui devrait être développé de façon prioritaire ?

En regardant la carte, vous constatez qu'il existe un endroit en plein centre du pays qui s'appelle Ariel et qui, d'un point de vue topographique, est placé pratiquement au milieu d'Israël. La ville est

située exactement à 40km de la côte méditerranéenne et à 40km de la frontière jordanienne, sur l'axe est-ouest. Sur l'axe nord-sud, Ariel se trouve à environ 40km de Ramallah et à 40km de Jenin. Or il s'agit de l'agglomération qui a le plus souffert sur le plan du développement. Aujourd'hui, Ariel n'a que 17.000 habitants. Initialement, il était prévu qu'Ariel devienne aussi importante que Maalé Adoumim, qui compte aujourd'hui près de 38.000 âmes. Chacune de ces deux villes devait devenir la « métropole » de sa région : Ariel pour la Samarie et Maalé Adoumim pour la Judée. Malheureusement, Ariel souffre du blocage de la construction depuis l'ère Rabin et ce malgré l'excellence de l'infrastructure routière qui la relie à Tel-Aviv, son centre universitaire et ses nombreux autres avantages. Cette politique de l'assèchement d'Ariel commence déjà à porter ses fruits. En effet, tous les négociateurs américains qui sont venus en Israël au cours des dernières années ont dit aux responsables israéliens : « *vous voyez bien qu'Ariel ne se développe pas, vous pouvez très bien l'évacuer* ». Dans leur esprit, il ne s'agit pas de juste liquider Ariel, mais toute la région du centre de la Judée et de la Samarie où vivent près de cent mille Juifs, car leur présence empêche la formation d'un territoire continu qui



Vue aérienne d'Eléazar.

permettrait la création d'un État palestinien au cœur même d'Israël. Or sur un plan stratégique, cet endroit et toute cette région revêtent une importance capitale tant pour la sécurité des habitants de la côte méditerranéenne que pour la Vallée du Jourdain.

Si, comme nous l'espérons, la question des permis de construire est facilitée, Ariel sera construite de manière prioritaire. Ceci est d'autant plus logique que toute l'infrastructure y est installée depuis longtemps déjà. L'autre priorité est Maalé Adoumim et son rattachement par la construction à Jérusalem. Finalement, il est de notre devoir de renforcer les petites localités et d'y installer le plus de monde possible.

Pour terminer, après l'expulsion des habitants de Goush Katif, avez-vous pu constater un changement d'attitude de la population israélienne face aux habitants de Judée et de Samarie ?

Progressivement, une évolution positive à notre égard s'est effectivement produite. Tout d'abord, une grande partie du public a compris l'étendue de l'injustice et de la catastrophe que représente la liquidation de Goush Katif. Mais les Israéliens ont aussi réalisé que tous les processus de faibles-

se que nous n'avons cessé de dénoncer au cours des dernières années sont néfastes pour Israël. La fuite du Liban (sous Ehud Barak en 2000) a mené à la pluie de Katiouchas lancée du Liban sur le nord du pays, et la fuite de Gaza a résulté en un déluge de Kassam sur Sdérot et le sud du pays. Ceci a aussi permis l'établissement solide du Hamas à Gaza. Il est vrai que dès qu'on lui cède du terrain, le terrorisme vous pourchasse. Nous avons abandonné Goush Katif au mois d'août 2005, et dès février 2006, le Hamas était déjà solidement installé par des élections et par la force à Gaza. Par la même occasion, les premiers Kassam sont tombés sur Ashkelon... Nous n'avons pas encore le soutien de la presse mais dans l'ensemble, la population a compris notre message et ne s'oppose plus systématiquement à notre développement.

Je terminerai en disant que nous n'avons pas le droit de cesser notre activité car nous sommes poussés tous les jours par une population jeune et dynamique qui nous demande toujours plus. Cette réalité se traduit par le simple fait que dès que nous installons une caravane, en moyenne trois familles veulent venir y vivre. C'est dans cet esprit que j'ai pu former une relève jeune, capable et déterminée.